

Agir sur les changements climatiques : **vers un dialogue élargi à la société civile canadienne**

Un recueil de textes en réponse à
Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,
un document de consensus lancé en mars 2015



Faculté des sciences





David
Suzuki
Foundation

À PROPOS DE L'ORGANISME

FONDATION DAVID SUZUKI

IAN BRUCE ET RYAN KADOWAKI

La Fondation David Suzuki est une organisation de bienfaisance à but non lucratif. Nous travaillons avec les gouvernements, les entreprises et les citoyens pour protéger notre environnement par l'éducation, la science et le plaidoyer, afin de catalyser les changements nécessaires pour vivre en équilibre avec la nature. Notre mission est de protéger la diversité de la nature et notre qualité de vie, maintenant et pour l'avenir. Notre vision est qu'en une génération, les Canadiennes et les Canadiens agissent sur la base de leur compréhension du fait que nous sommes tous interconnectés et interdépendants avec la nature.

Ian Bruce est un analyste de premier plan des politiques sur les changements climatiques du Canada et il dirige l'équipe Science et politique de la Fondation David Suzuki. Il est titulaire d'un B.Sc. en génie géologique de l'Université du Nouveau-Brunswick et d'un certificat en gestion de Harvard Business.

Ryan Kadowaki a passé les sept dernières années à soutenir les projets de recherche et d'engagement sur les changements climatiques de la Fondation David Suzuki. Il est titulaire d'une maîtrise en environnement et en gestion de la Royal Roads University et travaille actuellement sur des projets de développement durable au Cambodge.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

ibruce@davidsuzuki.org

SITE INTERNET OFFICIEL

davidsuzuki.org/fr





Bâtir sur le meilleur :

tenir la promesse du Canada sur le climat

Rapport original¹ en anglais disponible au www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/

Texte original en anglais disponible à www.sustainablecanadadialogues.ca/en/scd/extendingthediologue

En 2009, lors de la conférence des Nations unies sur le climat de Copenhague, le Canada a fait la promesse internationale de réduire la pollution par le carbone de 17 % d'ici 2020, une étape qui reflète l'engagement des États-Unis (É.-U.). Par contre, contrairement aux É.-U., le Canada n'est pas en voie d'atteindre cette cible². Alors que des pays comme la Chine et les É.-U. travaillent ensemble pour lutter contre les changements climatiques³, une politique d'orientation nationale a fait défaut au Canada. À l'approche de la conférence des Nations unies sur le climat 2015 à Paris, il est important pour notre pays d'apprendre de ses erreurs passées et de développer une stratégie forte et unifiée afin de réduire les

émissions et de faire notre part pour garder la hausse de la température mondiale sous le seuil des 2°C jugé critique pour éviter les pires impacts des changements climatiques.

Heureusement, cet objectif n'est pas complètement hors d'atteinte. Alors que les décideurs fédéraux ont été lents à agir à propos des changements climatiques, leurs homologues provinciaux ont passé la dernière décennie à développer des stratégies innovantes et efficaces de réduction des émissions. Un rapport récent⁴ de Navius Research (une firme de consultation privée travaillant dans le domaine de l'énergie et des changements climatiques) et dirigé par la Fondation David Suzuki a révélé pour la première fois que si le Canada avait adopté au niveau national en 2008 les politiques provinciales existantes « les meilleures au pays », nous serions déjà en voie d'atteindre notre cible pour 2020.

1 Un merci spécial à Jotham Peters et Michael Wolinetz de Navius Research. Cette recherche a été rendue possible grâce au financement provenant de Bullfrog Power, de la fondation Bullitt, de la fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman, de la fondation Gencon et de la fondation Sitka.

2 <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-wont-meet-2020-greenhouse-gas-emission-targets-report/article21998423/>

3 The White House: Office of the Press Secretary (2014). FACT SHEET: U.S.-China Joint Announcement on Climate Change and Clean Energy Cooperation, <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/11/11/fact-sheet-us-china-joint-announcement-climate-change-and-clean-energy-c>

4 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise, <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/> (en français: http://www.davidsuzuki.org/fr/publications/Rapport_climat_2015.pdf), et Navius Research (2014). Progress on Canadian Climate Policy, <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/ProgressonCanadianClimatePolicy-TechnicalReport.pdf>

Ces résultats ont été obtenus en utilisant un modèle quantitatif (mathématique) exhaustif du système énergétique et de l'économie du Canada. Si les politiques fédérales utilisaient ces idées existantes – déjà soutenues par des années de données prouvant leur efficacité – pour réduire les émissions mondialement, nous ferions des progrès significatifs pour combler l'écart entre où nous en sommes et où nous devrions être.

Les possibilités d'action sur le climat du Canada

Il ne manque pas de possibilités de politiques innovantes et puissantes qui rivalisent pour le titre de « les meilleures au pays ». Dans le contexte du marché global où le prix des panneaux solaires a chuté de 83 % depuis 2008 et où le coût des éoliennes a diminué de 70 % entre 1990 et le début des années 2000, l'énergie renouvelable est un domaine d'intérêt évident^{5,6}. Il y a cependant des gains significatifs qui peuvent aussi être faits à travers les transports et l'utilisation du territoire, l'efficacité énergétique, les biocombustibles et les politiques de tarification du carbone. Cette section présente les stratégies de réduction des émissions déjà en œuvre au Canada et la quantité d'émission de carbone qu'elles réduiront d'ici 2020.

Réduire le charbon

Le Canada a la chance d'avoir accès à plusieurs sources de production d'électricité qui passent des ressources renouvelables que sont le vent, l'énergie solaire et l'hydroélectricité aux combustibles fossiles comme le charbon et le gaz naturel. Le charbon est de loin l'option la plus polluante pour

produire de l'électricité et représente environ 10 % des émissions actuelles du Canada⁷. La production d'électricité par le charbon dégrade de façon significative la qualité de l'air dans les endroits où elle est présente. C'est une préoccupation sanitaire sérieuse dans les villes canadiennes qui représente, en Ontario seulement, des pertes en productivité des travailleurs et en coût des soins de santé d'environ quatre milliards de dollars⁸. La réduction des émissions provenant des centrales électriques au charbon à travers des initiatives comme la suppression progressive du charbon en Ontario et le plafond des émissions de charbon de la Nouvelle-Écosse permettra d'éliminer 25 millions de tonnes de pollution par le carbone par année d'ici 2020⁹.

Prioriser l'énergie renouvelable

L'industrie de l'énergie renouvelable représente un moyen clair pour réduire la pollution par le carbone et une immense occasion économique pour le Canada. Comme les coûts de production d'énergie éolienne et d'énergie solaire ont chuté dramatiquement dans les dernières années, l'industrie des technologies propres, incluant l'énergie propre et les autres technologies environnementales, a connu une croissance rapide. Elle contribue désormais pour près de 12 milliards de dollars à l'économie canadienne annuellement et elle emploie 50 000 personnes¹⁰. La Colombie-Britannique

5 National Renewable Energy Laboratory (2012). IEA wind task 26: the past and future cost of wind energy.

6 Clean Energy Canada (2014). Tracking the Energy Revolution, <http://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2014/09/Tracking-The-Energy-Revolution-Global-2014.pdf>

7 Environnement Canada (2014). Rapport d'inventaire national 1990-2012: Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada.

8 Association médicale canadienne. (2008). No breathing room: National illness costs of air pollution, http://www.healthyenvironmentforkids.ca/sites/healthyenvironmentforkids.ca/files/No_Breathing_Room.pdf

9 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/>, et Navius Research (2014). Progress on Canadian Climate Policy. <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/ProgressonCanadianClimatePolicy-TechnicalReport.pdf>

10 Analytica Advisors (2015). 2015 Canadian Clean Technology Industry Report Summary. http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015%20Report%20Synopsis%20Final_wcovers.pdf

exige que 93 % de la production d'électricité provienne de ressources renouvelables et l'Ontario a encouragé la croissance de l'industrie en garantissant le prix de l'électricité produite par le vent et par l'énergie solaire. Ces politiques sur l'énergie renouvelable diminueront les émissions du Canada de 21 millions de tonnes par année d'ici 2020¹¹.

Stocker le carbone

Bien que la capture et le stockage du carbone soient prometteurs pour réduire les émissions provenant des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité, cette technologie n'atteindra jamais le seuil d'évolutivité nécessaire pour former la base de la stratégie nationale pour le climat sans des réglementations obligatoires ou un prix du carbone élevé. Bien que le futur des investissements provinciaux et fédéraux dans cette technologie soit incertain, si les politiques actuelles sont poursuivies jusqu'en 2020, elles permettront d'éviter chaque année que 3,8 millions de tonnes d'émissions se retrouvent dans l'atmosphère¹².

Transport propre

Le transport contribue pour 28 % des émissions de GES du Canada, en excluant les oléoducs¹³. Offrir des systèmes plus efficaces et plus propres pour déplacer les personnes et les marchandises est essentiel pour

réduire la pollution par le carbone et nous remettre sur la bonne voie pour atteindre nos futures cibles. Le gouvernement fédéral, sous la direction de la Colombie-Britannique, du Québec et de la Californie, a déjà adopté des règlements pour améliorer l'efficacité des véhicules de marchandises et de passagers. D'ici 2020, cette réglementation signifiera que chaque nouveau véhicule vendu sera 44 % plus efficace que le parc automobile de 2011 et permettra d'éviter 13 millions de tonnes d'émissions¹⁴ par année d'ici 2020. Offrir un meilleur accès aux transports publics, ainsi que des itinéraires pédestres et cyclables dans les villes, aidera aussi à répondre aux 200 000 kt de CO₂ produites par le secteur du transport au Canada chaque année¹⁵.

Biocombustibles

Les réductions des émissions réalisées grâce à l'amélioration des transports peuvent être augmentées en accélérant l'utilisation des biocombustibles (combustibles dérivés des plantes ou d'autres sources organiques). Les biocombustibles n'ajoutent pas de carbone net dans l'atmosphère parce que le carbone qu'ils contiennent a été tiré de l'atmosphère pendant la photosynthèse. Puisque les normes d'efficacité des carburants deviennent plus strictes pour les véhicules de passagers et de marchandises, les biocombustibles peuvent aider à répondre à toute demande soutenue pour des combustibles liquides. En plus de l'exigence fédérale d'ajouter des biocombustibles dans l'essence, le Manitoba a créé des incitatifs financiers pour promouvoir la production de biocombustibles. Ces incitatifs et ces normes diminueront les émissions de

11 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/>, et Navius Research. (2014). Progress on Canadian Climate Policy. <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/ProgressonCanadianClimatePolicy-TechnicalReport.pdf>

12 Ibid.

13 Cette figure est basée sur le Rapport d'inventaire national (RIN) 1990-2011. Les émissions provenant du transport comprennent : l'aviation intérieure, le transport routier, le transport ferroviaire, le transport maritime intérieur, et les autres transports (par exemple, tout terrain), <http://www.ec.gc.ca/Publications/default.asp?lang=Fr&xml=A07A-DAA2-E349-481A-860F-9E2064F34822>. Dans le RIN 1990-2013, le transport représentait 27 % des émissions totales du Canada, <http://www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=5B59470C-1>

14 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/>, et Navius Research. (2014). Progress on Canadian Climate Policy. <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/ProgressonCanadianClimatePolicy-TechnicalReport.pdf>

15 <http://www.statcan.gc.ca/pub/16-001-m/2010012/part-partie1-eng.htm>

deux millions de tonnes annuellement d'ici 2020¹⁶. Les normes sur le carburant renouvelable et à faibles émissions (NCRFE) montrent également un grand potentiel. Une analyse récente des NCRFE de la Colombie-Britannique prédit que la politique permettra de réduire les émissions de la province jusqu'à 3,5 millions de tonnes annuellement d'ici 2020¹⁷.

Réduire la consommation d'énergie

Au Canada, il y a des programmes, comme écoÉNERGIE et ENERGY STAR, qui permettent déjà de réduire les émissions en diminuant la demande en électricité. En améliorant l'efficacité énergétique des produits de consommation, des machines à laver aux chaudières, ces programmes réduisent la pression sur le réseau et aident à diminuer, en période de pointe, les besoins énergétiques des services publics. Ces initiatives sont donc bonnes à la fois pour l'environnement et pour l'économie. D'ici 2020, les politiques qui encouragent l'efficacité énergétique permettront de réduire les émissions de 15 millions de tonnes annuellement¹⁸.

Prix du carbone

Autrefois la stratégie de réduction des émissions la plus redoutée et incomprise au pays, le prix du carbone est devenu une norme acceptée de la politique climatique responsable. En 2007, l'Alberta a été la première en Amérique du Nord à introduire sa *Specified Gas Emitters Regulation* et à

demander 15 \$ la tonne de pollution causée par le carbone au-dessus des niveaux fixés. En 2008, la Colombie-Britannique a introduit une taxe plus largement appliquée qui a augmenté de façon graduelle jusqu'à atteindre 30 \$ la tonne en 2012. Le Québec et l'Ontario ont depuis approuvé un système de plafonnement et d'échange des droits d'émission pour la tarification du carbone qui plafonnera et réduira les émissions provenant du secteur industriel et des transports. Le prix du carbone dans ces régions n'a pas eu d'effet négatif sur leurs économies. En fait, la croissance économique de la C.-B. et de l'Alberta a dépassé, dans les deux cas, la moyenne canadienne depuis l'introduction du prix du carbone. Ces mesures diminueront les émissions de 15 millions de tonnes par année d'ici 2020¹⁹.

Politiques « les meilleures au pays »

Alors que plusieurs provinces ont joué un rôle dans la réduction des émissions de carbone du Canada, il y en a quelques-unes qui ont démontré un leadership national, et même mondial, à l'aide de certaines politiques spécifiques. Cette section décrit les trois politiques qui se distinguent comme « les meilleures au pays » et présente les résultats attendus de l'adoption de ces politiques à l'échelle nationale. Ces idées ont reçu un large soutien des Dialogues pour un Canada vert dans leur rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*.

Éliminer l'électricité produite par le charbon

En 2008, l'Ontario a commencé à éliminer entièrement la production d'électricité par le charbon et a rempli son objectif en 2014²⁰.

16 Ibid.

17 Navius Research (2014). The Renewable and Low Carbon Fuel Requirement Regulation, <http://www.naviusresearch.com/data/pages/cleanfuel.php>

18 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise, <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/> et Navius Research (2014). Progress on Canadian Climate Policy, <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/ProgressonCanadianClimatePolicy-TechnicalReport.pdf>

19 Ibid.

20 <http://news.ontario.ca/mei/fr/2014/04/purifier-lair-en-ontario.html>

Les 15 centrales qui ont finalement été fermées représentaient 20 % de la puissance électrique installée de la province en 2007. Cette initiative représente la plus grande action sur le climat entreprise en Amérique du Nord et elle était équivalente à retirer sept millions de voitures de la route²¹.

Pendant cette période, l'Ontario a été en mesure d'éliminer les centrales au charbon à un taux annuel de 2,4 % de la capacité électrique attendue en 2020. La recherche mentionnée dans la section ci-dessous reflète les résultats de toutes les autres provinces si elles réduisaient les émissions provenant du charbon au même taux de la capacité électrique, soit par la fermeture ou par la modernisation des centrales au charbon existantes.

Prioriser les énergies renouvelables

Afin de remplacer la capacité de production d'électricité des centrales au charbon en Ontario, le gouvernement provincial a augmenté les investissements dans les énergies renouvelables à travers la Loi sur l'énergie verte et l'économie verte. Il y a peu de politiques qui ont été aussi efficaces pour développer rapidement l'énergie propre et renouvelable en Amérique du Nord. D'ici 2020, la province sera en mesure de produire 25 % de ses besoins énergétiques à partir de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne dont la production n'était que de 2 % en 2007 (ce qui n'inclut pas l'hydroélectricité)²². Le gouvernement de l'Ontario estime que cet effort a déjà créé plus de 20 000 emplois²³.

Il est important de retenir que l'Ontario a soutenu l'énergie renouvelable dans une

région qui n'est pas aussi bien pourvue en ressources renouvelables que d'autres provinces. Si l'Ontario peut faire ce genre de progrès et surmonter des défis techniques plus considérables, il n'y a aucune excuse pour que les autres provinces ayant des ressources d'énergie propre de plus grande qualité n'accélèrent pas le pas vers l'énergie renouvelable.

La recherche ci-dessous reflète les résultats d'une augmentation de la capacité de production d'énergie renouvelable, au même taux que l'Ontario, pour le reste du Canada (augmentation de 23 % d'ici 2020).

Un prix sur le carbone pour encourager une énergie plus propre

La Colombie-Britannique a établi le prix sur le carbone le plus élevé au pays. La taxe a été introduite en 2008 à 10 \$ la tonne d'émissions de carbone et s'est élevée par tranche de 5 \$ la tonne jusqu'à être plafonnée à 30 \$ la tonne en 2012. Ce gel a été mis en place en raison des préoccupations du gouvernement provincial en matière de compétitivité avec les autres régions qui n'ont pas encore adopté de politique similaire. La méfiance initiale du public quant à la tarification du carbone a cédé sa place à l'acceptation. Dialogues pour un Canada vert reconnaissent cette approche comme étant sa condition habilitante essentielle pour l'action sur le climat.

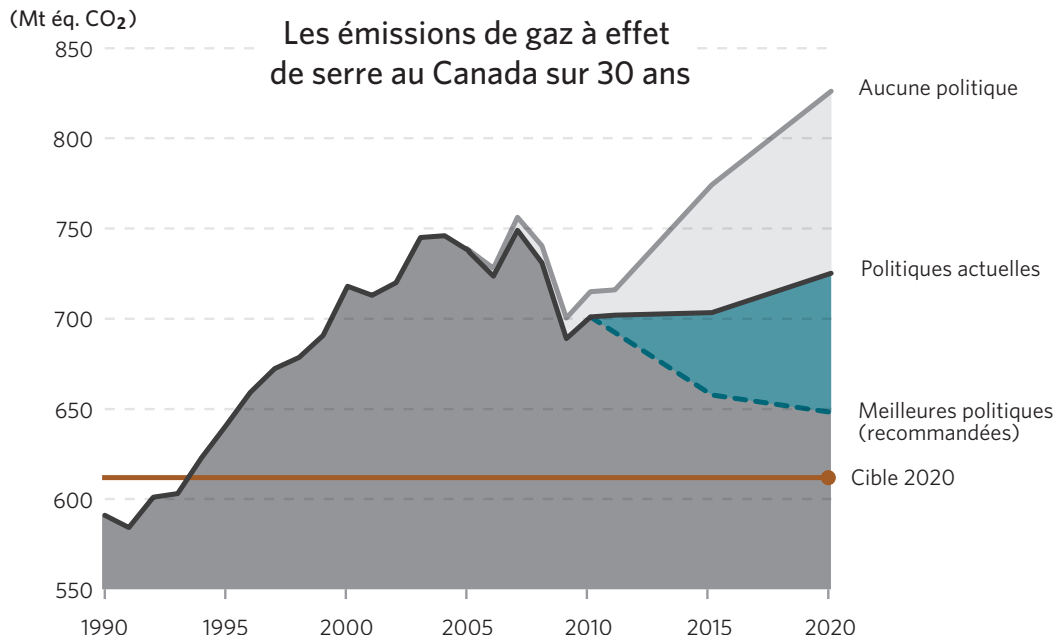
Dans la recherche des politiques « les meilleures au pays » ci-dessous, l'effet de toutes les autres provinces adoptant une taxe similaire de 10 \$ la tonne en 2008 est analysé. Il est supposé que compte tenu de la réduction des préoccupations concernant la compétitivité, la taxe aurait continué d'augmenter jusqu'à atteindre 70 \$ la tonne en 2020.

21 <http://www.cleanairalliance.org/support-a-clean-energy-future/ontarios-coal-phase-out/>

22 <http://www.energy.gov.on.ca/fr/ltep/>

23 <http://news.ontario.ca/mei/fr/2011/07/20-000-emplois-crees-grace-a-la-loi-sur-lenergie-verte.html>

Figure 1. Les émissions de GES du Canada d'ici 2020²³



Reproduire les meilleures politiques du Canada est la clé du progrès

La Figure 1²⁴ montre trois trajectoires, basées sur une modélisation de Navius Research, pour les émissions de GES du Canada : un scénario sans politique, un scénario reflétant les politiques actuelles et un scénario montrant ce qui serait arrivé si le Canada avait, dès 2008, adopté au niveau national les politiques « les meilleures au pays ». Sans les politiques déjà en place, les émissions du Canada auraient continué d'augmenter jusqu'à un niveau de 830 millions de tonnes (Mt CO₂ éq.) de dioxyde de carbone en 2020. Par les actions prises par les gouvernements provinciaux au pays, une proportion significative (100 Mt CO₂ éq.) de ces émissions sera éliminée. Cependant, ce scénario est encore

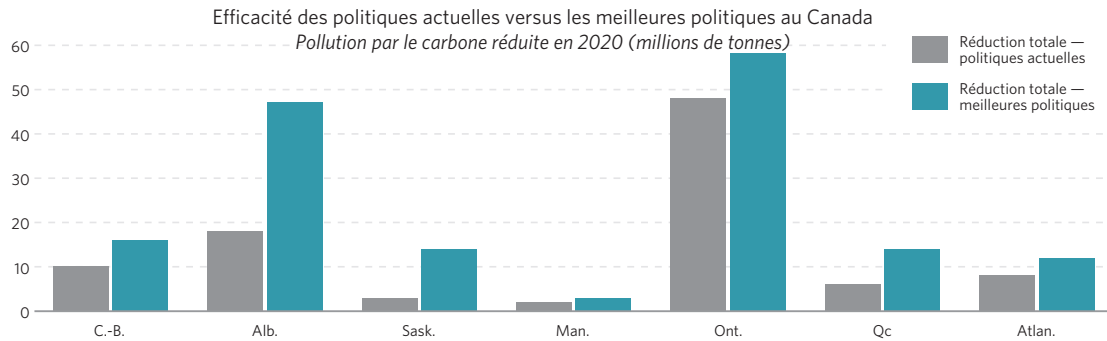
100 Mt CO₂ éq. (19 %) plus élevé que la cible du Canada pour 2020. Si le Canada avait adopté dès 2008 les politiques « les meilleures au pays » telles qu'elles ont été présentées, nous serions très près (5,6 %) d'atteindre notre cible d'émissions pour 2020.

Il faut donc en retenir est que les politiques nécessaires pour atteindre les cibles indispensables pour éviter les pires impacts des changements climatiques ne sont pas des idées radicales et nouvelles. Il s'agit de solutions qui fonctionnent déjà pour réduire les émissions au Canada. Le terrain est déjà en place et l'histoire a montré que ces politiques environnementales efficaces stimulent et diversifient aussi l'économie tout en favorisant la santé publique.

Une autre découverte importante de cette recherche est que chaque région du Canada a le potentiel de réduire davantage ses émissions simplement en adoptant des politiques déjà en place ailleurs au pays. Les provinces qui sont déjà des chefs de

24 Fondation David Suzuki (2014). Building on the best: keeping Canada's climate promise <http://www.davidsuzuki.org/publications/reports/2014/building-on-the-best-keeping-canadas-climate-promise/>, et Navius Research, (2014). CIMS model; Environnement Canada (2014). Le sixième rapport du Canada sur les changements climatiques. <http://ec.gc.ca/Publications/default.asp?lang=Fr&xml=6FF30D6E-B8E3-4102-86E7-652D156E020A>

Figure 2. Potentiel de réduction des émissions par province



file mondiaux, à savoir la Colombie-Britannique et l'Ontario, verraient chacune leurs émissions baisser de 4 %. Les régions qui ont été plus lentes à agir ont un potentiel encore plus grand. La Saskatchewan, par exemple, réduira ses émissions de 4 % par le biais des politiques actuelles, mais, sous une politique nationale incluant les politiques « les meilleures au pays », elle verrait ses émissions chuter de 18 % de plus. L'Alberta pourrait aussi plus que doubler les réductions des émissions, qu'il est prévu qu'elle atteigne en réduisant la pollution par le carbone, de 9 % de plus que la réduction de 6 % prévue sous les politiques actuelles. La Figure 2 résume les réductions potentielles qui pourraient être atteintes en adoptant les pratiques « les meilleures au pays » dans chaque province.

ressources considérables pour établir leurs cibles de réduction des émissions et les plans décrivant comment les atteindre. Au Canada, les décideurs nationaux ont la chance d'avoir plusieurs exemples d'action de premier plan au niveau mondial à l'intérieur de leur propre pays. Ils n'auront pas besoin de commencer à partir de zéro pour développer une stratégie leur permettant de réussir. Les dirigeants canadiens devront travailler à développer des méthodes additionnelles pour réduire la pollution par le carbone à travers le pays, mais déjà mettre en œuvre les stratégies « les meilleures au pays » décrites ci-dessus contribuera considérablement à regagner notre réputation comme chef de file en environnement.

Alors que les nations se préparent pour la Conférence Climat Paris en décembre 2015, plusieurs seront forcées d'investir des



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques